

# Analyse économique et financière de l'exercice 2021 de la société SUEZ EAU FRANCE délégataire de service public – eau potable - Commission de contrôle de 2022

## SOMMAIRE

RESUME .....	2
SYNTHÈSE .....	3
L'activité et les résultats .....	3
I.    LES CONTROLES .....	5
A. Contexte de l'année .....	5
B. Informations financières.....	5
C. Contrôles du délégant.....	5
II.   L'ANALYSE FINANCIÈRE DES COMPTES SOCIAUX.....	7
A-   L'activité.....	7
1-   Analyse des produits .....	7
2-   Analyse des charges .....	11
B-   Le BFR (Besoin en Fonds de Roulement).....	15
C-   Les investissements .....	16
D-   Les perspectives relatives à l'exercice en cours.....	17
ANNEXES.....	18

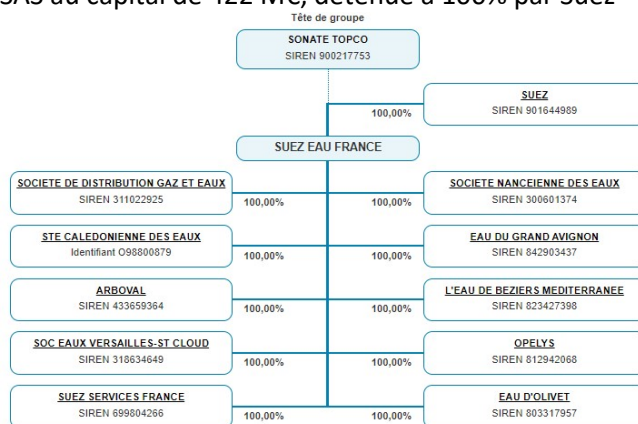
## RESUME

### Titulaire

SUEZ EAU FRANCE, société dédiée à la DSP

### Statut

SAS au capital de 422 M€, détenue à 100% par Suez



Source : Ellipro

### Président

M PELLEGRINI Massimiliano

### Dir. Gén.<sup>al</sup> Délégué

M BAZIRE Arnaud

### Objet DSP

Exploitation du service public de l'eau potable

### Périmètre géographique

Périmètre de 23 communes

Les 5 communes **non comprises** dans le service de l'Eau Bordeaux Métropole sont :

- Bassens, Ambarès-et-Lagrave, Carbon-Blanc, Artigues-près-Bordeaux gérées par le syndicat d'alimentation de Carbon-Blanc (SIAO) ;
- Martignas-sur-Jalle gérée par le syndicat intercommunal de Saint-Jean-d'Illac-Martignas (SIAEA).

### Durée

du 01/01/1992 au 31/12/2022 (31 ans)

### DONNEES PREVISIONNELLES 2018-2022 (Avenant n°11) en K€ 2020

2018-2022

Moy./an

#### Investissements K€ HT bruts de subventions

83 602 K€

16 720 K€

### DONNEES REELLES 2018-2021 (4 années) en K€ 2021

2018-2021

Moy./an

#### Investissements K€ HT bruts de subventions

70 834 K€

17 709 K€

#### Volumes

Volumes vendus (Détail + VEG) en milliers de m<sup>3</sup>

178 938

44 734

#### Abonnés

ABONNES	2018	2019	2020	2021
Nb d'abonnés Réel (sur le périmètre de la concession)	279 614	285 675	290 940	297 642
Dont augmentation de périmètre (Bouliac)	1 441	1 447	1 470	1 497
Croissance nombre d'abonnés en %	2,14%	2,17%	1,84%	2,30%

Source : Rapport d'Activité du Déléguataire (RAD) – retraitements IGS

#### Chiffre d'affaires

= Chiffre d'affaires EAU

292 010 K€

73 003 K€

#### Total Recettes

= y.c recettes complémentaires, accessoires et travaux

328 397 K€

82 099 K€

#### Total Charges

= charges d'exploitation (hors charges calculées)

179 637 K€

44 909 K€

#### Solde de trésorerie

= Trésor. annuelle dispo. avant IS et frais ou produits fin.

90 428 K€

22 607 K€

#### Pour mémoire

*Le résultat de l'année n'a aucun impact sur d'éventuels reversements à Bordeaux Métropole.*

*Seul, un solde positif du fonds de performance (annexe 2) serait reversé à l'issue du contrat de concession à Bordeaux Métropole.*

***Le principe est que le prix de l'eau finance le service.***

**Points de vigilance** Selon l'IGS, les enjeux portent sur :

- la fin du contrat de concession avec en particulier, l'estimation du chiffre d'affaires 2022 ainsi que les reliquats d'investissements non effectués par le délégataire, les sous-activités sur certaines fonctions chez Suez ;
- la mise en place de la Régie LEBM (L'Eau Bordeaux Métropole) avec notamment : la récupération des SEPA, le transfert des effectifs BM et Suez Eau France (SEF), la reprise des biens et du fichier clientèle de SEF, la passation des marchés de la Régie LEBM.

## SYNTHÈSE

Procédure	Instruction	Contradictoire
Arrêtés année 2021	<ul style="list-style-type: none"><li>- Envoi questionnaire n°1 le 22/04/2022</li><li>- Envoi questionnaire n°2 le 06/05/2022</li><li>- Réunion virtuelle (Teams) avec Suez le 19/05/2022</li><li>- Réunion sur place (Paulin) avec Suez le 03/06/2022</li><li>- Réunion virtuelle (Teams) avec Suez le 14/06/2022</li><li>- Envoi rapport Bordeaux Métropole en contradictoire le 30/06/2022</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Retour questionnaire SEF le 28/04/2022</li><li>- Retour questionnaire SEF le 20/05/2022</li><li>- Echanges sur EEC et questions en suspens</li><li>- Retour contradictoire SEF le 05/07/2022</li></ul>

### ***L'activité et les résultats***

Sur l'année 2021, **le chiffre d'affaires a augmenté de 6%** (soit +4 M€) pour se porter à **7,7 M€ au 31/12/2021**. Cette hausse du chiffre d'affaires de l'eau potable s'explique par :

**\*un effet volume de 4%** essentiellement lié à une hausse des consommations au **détail** en hausse de 5% qui s'explique pour près de la moitié par l'évolution des abonnés en augmentation de +2,3%. L'autre moitié qui correspond à 1 million de m<sup>3</sup> d'eau vendue correspond au sous-provisionnement de l'Eau En Compteur sur l'année 2020 en raison de la crise COVID. **A date, le débouclage de l'Eau En Compteur n'a pas été fourni par le délégataire, le montant transmis par le délégataire est soumis à réserve.**

**\*un effet prix de 1,64%** via le coefficient d'évolution des tarifs (indice de référence contractuel k).

Par ailleurs, **le niveau des charges est en baisse de près d'un million d'euros (-939 K€, -2%)** entre 2020 et 2021. Cette évolution est déconnectée de la reprise d'activité suite à la crise sanitaire de 2020.

Concernant **les investissements**, on constate **une avance de près de 7 M€ au 31/12/2021 par rapport à la prévision.**

Cette avance prise en 2021 est annonciatrice d'une **décélération du rythme d'investissement en 2022<sup>1</sup>** avec un **risque de personnel en sous-activité sur le contrat de concession en 2022**.

Par ailleurs, le reversement de Suez sur le fonds de performance du contrat à la fin de la concession s'établit, début juin 2022, à **5 M€<sup>2</sup>**.

Selon le délégataire, l'année 2021 a connu un **turnover des encadrants** alors que ces postes bénéficiaient d'une stabilité jusqu'alors. En outre, Suez évoque **des difficultés de recrutement** (notamment sur les postes clientèle et réseaux) qui pourraient emporter des conséquences sur la future Régie.

Enfin, le besoin en fonds de roulement (BFR) présente un **excédent de trésorerie en hausse de 4,2 M€ par rapport à 2020** à un an de la fin du contrat<sup>3</sup>.

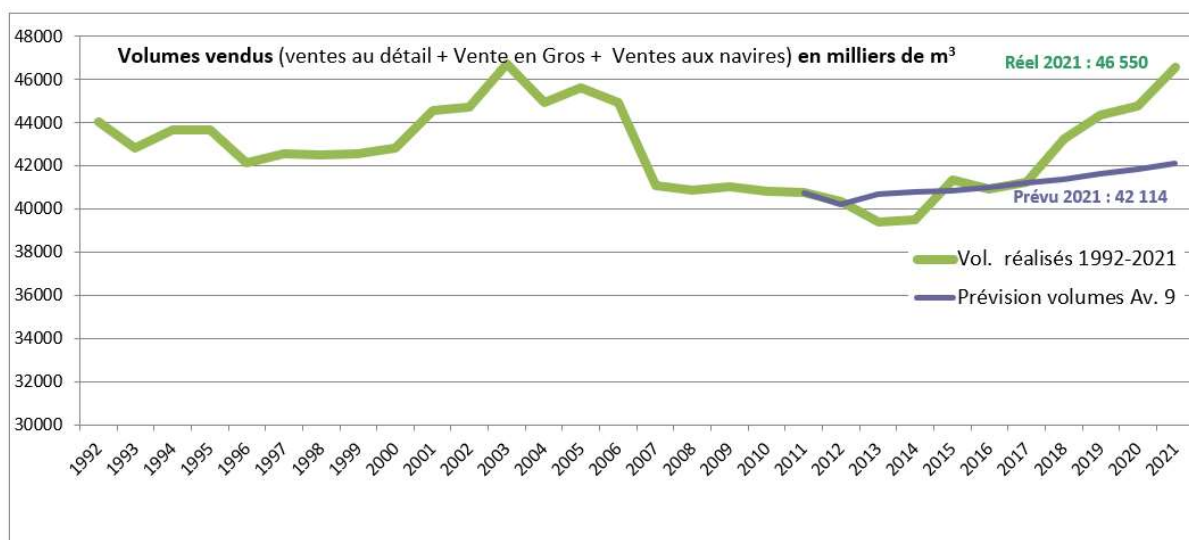
**La clause de dépassement des volumes par rapport à la prévision s'élève à 2 254 K€ au titre de l'exercice 2021.**

Ce montant de 2 254 K€ sera porté au fonds de performance au titre de l'année 2021.

**Le passage en profits de 378 K€** au titre de la liquidation de clients inactifs sur la période 2013-2016 a donné lieu à une demande de partage par Bordeaux Métropole et refusée par Suez faute de mécanisme contractuel le prévoyant.

### *Un chiffre d'affaires dépassant les prévisions de 2012*

Comme cela se constate depuis plusieurs années, les volumes sont largement au-dessus des prévisions de l'avenant n°9 (qui date de 2012), soit un **surplus, au titre de l'exercice 2021, de près de 4,5 millions de m<sup>3</sup>**.



<sup>1</sup> -4,1 M€ d'investissements en 2022 par rapport à la prévision initiale.

<sup>2</sup> Estimation Suez au 03/06/2022, engagement de 83.798 M€ HT net de subvention dans le Protocole de Fin de Contrat (PFC) sur la période 2018-2022.

<sup>3</sup> Cette évolution provient, pour moitié, de l'effet rebond d'une anomalie intervenue en 2020 sur le poste clients et pour une autre part, d'éléments inexplicables à date sur la parafiscalité.

## I. LES CONTROLES

### A. Contexte de l'année

Sur l'année 2021, l'évolution de certains postes tels que le chiffre d'affaires ou les charges de personnel se voit encore une nouvelle fois impactée par la crise sanitaire et son exercice 2020 atypique.

Par ailleurs, le passage de la gestion de l'eau potable en Régie en 2023 et la fin du contrat de concession avec Suez au 31 décembre 2022 induisent de la part du délégataire une conduite du contrat dans cette perspective, notamment sur les investissements et les effectifs.

### B. Informations financières

La Direction Financière de Suez n'a pu répondre aux demandes de la métropole et a décalé la livraison des documents ci-dessous.

Nom du délégataire	SATISFAISANT	NON SATISFAISANT	RESERVES	COMMENTAIRES
- Note explicative des frais de siège (art.82.6)		X		Attente document
- Débouclage de l'Eau En Compteur 2019, 2020, 2021		X		Livraison attendue septembre 2022

### C. Contrôles du délégant

Nom du délégataire	SATISFAISANT	NON SATISFAISANT	RESERVES	COMMENTAIRES
<b>CONTRÔLES DE COHERENCE</b>				
Volume des consommations d'eau / Evolution des abonnés			X	L'évolution des volumes consommés en 2021 au détail est de 4%. Elle est liée à : -un effet périmètre de 2,3% ; -hausse de la variation de l'EEC dont le débouclage n'a pas été fourni à date.
Coût de l'ETP moyen	X			Coût documenté
Charges d'exploitation			X	Evolution en baisse en 2021 (-2%, -939 K€) malgré une reprise de l'activité suite à la crise COVID.
BFR		X		L'IGS relève que l'absence de fiabilité de l'interprétation du BFR n'aura pas d'impact sur le plafonnement de la rentabilité en 2022 <sup>4</sup> .

<sup>4</sup> La variation de BFR a été neutralisée contractuellement (avenant n°11) dans le calcul de la rentabilité de l'année 2022 (article 6.15 du contrat de concession).

CONTRÔLES CONTRACTUELS				
Contrôle du k (coefficient d'évolution des tarifs)	X			
Contrôle des dépassements de volumes	X			2 254 K€ à inscrire au fonds de performance au titre de l'exercice 2021
Contrôle des versements à Bordeaux Métropole <ul style="list-style-type: none"> <li>- Frais de contrôle (article 16) : 306 K€<sub>2013</sub></li> <li>- Redevance d'Occupation du Domaine Public (article 32) : 112 K€ en 2021</li> </ul>	X			Encaissement présent dans GDA
Annuité de la dette : 2,512 M€ sur 2021	X			Conforme à l'échéancier de l'emprunt de Bordeaux Métropole
Contrôle des postes de charges plafonnés à une valeur contractuelle indexée : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation SI national (article 34) : plafond 700 K€<sub>2013</sub></li> <li>- Contribution siège et R&amp;D : 2900 K€<sub>2013</sub></li> <li>- Contrôle du calcul des charges immobilisables</li> </ul>	X			Plafonds respectés
Contrôle participation LyRE	X			425 K€ en 2021 au lieu des 300 K€ prévu mais sous consommation en 2020 (680 K€ au lieu des 800 K€ prévu soit -120 K€ sans application du coefficient k <sub>2020</sub> )
Contrôle du suivi des contributions au titre de la Politique Sociale de l'Eau	X			Tirage de 3 044 K€ effectué par Bordeaux Métropole en 2021
Contrôle des Bonus de Fin d'Année (BFA)	X			105 K€ comptabilisés au CG186014/CA9175

## II. L'ANALYSE FINANCIÈRE DES COMPTES SOCIAUX

### A- L'activité

Dans le cadre des clauses prévues à l'avenant n°11 (clause d'écrêtement du chiffre d'affaires<sup>5</sup> et clause sur la rentabilité 2022<sup>6</sup>) qui seront effectives sur l'exercice 2022, il apparaît nécessaire de faire une analyse des comptes dans leur globalité dès l'exercice 2021. L'objectif est de s'assurer de la réalité, de la fiabilité et de la sincérité des charges et produits dès l'exercice 2021.

#### 1- Analyse des produits

Volumes : En milliers de m <sup>3</sup> Flux financiers : en K€ COURANTS (hors comptes de tiers)	Réel 2019	Réel 2020	Réel 2021	Prévu 2021	Ecart Réel 2021/2020		Ecart Réel/ Prév	
					K€	%	K€	%
<b>TOTAL VOLUMES VENDUS (Détail + VEG) en milliers de m<sup>3</sup></b>	<b>44 372</b>	<b>44 794</b>	<b>46 550</b>	<b>42 114</b>	<b>1 756</b>	<b>4%</b>	<b>4 436</b>	<b>11%</b>
<b>Volumes vendus au détail total (y c. var. EEC)</b>	<b>42 453</b>	<b>42 430</b>	<b>44 522</b>	<b>41 102</b>	<b>2 092</b>	<b>5%</b>	<b>3 420</b>	<b>8%</b>
Dont : Tranche 1	22 258	22 984	23 528		544	2%	23 528	-
Dont : Tranche 2	15 711	15 591	16 404	0	814	5%	16 404	-
Dont : Tranche 3	4 555	4 442	4 442	0	0	0%	4 442	-
Dont : Var° eau consommée non facturée (var° EEC)	569	-88	861		949	-1081%	861	-
Dont : Remises fuites	-640	-498	-714		-215	43%	-714	-
<b>Volumes ventes en gros et divers total (y c. var. EEC)</b>	<b>1 919</b>	<b>2 364</b>	<b>2 028</b>	<b>1 012</b>	<b>-336</b>	<b>-14%</b>	<b>1 016</b>	<b>100%</b>
Vol. vendus aux navires	0	0	0		0	-	0	-
Vol. vendus aux services d'eau hors périmètre concédé	1 674	2 111	2 242		131	6%	2 242	-
Vol. vendus sur les bornes de puisage et brct's temporaires	124	63	64		1	1%	64	-
Vol. vendus sur bornes incendies privées	0	0	0		0	-	0	-
Var° vol. d'eau consommée non facturée (var° EEC)	121	190	-278		-467	-246%	-278	-
<b>FLUX D'EXPLOITATION (k€ courants)</b>					<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION PROPRES AU CONCESSIONNAIRE</b>								
<b>VENTES AU DETAIL</b>								
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES PART VARIABLE</b>	<b>49 686</b>	<b>50 667</b>	<b>54 137</b>	<b>53 558</b>	<b>3 470</b>	<b>7%</b>	<b>579</b>	<b>1%</b>
dont : CA Part variable tranche 1	24 352	25 629	26 742		1 113	4%	26 742	-
dont : CA Part variable tranche 2	19 520	19 759	21 168		1 409	7%	21 168	-
dont : CA Part variable tranche 3	5 787	5 764	5 862		98	2%	5 862	-
dont : CA Part variable eau consommée non facturée (EEC)	815	139	1 276		1 137	817%	1 276	-
dont : Remises fuites	-788	-624	-911		-287	46%	-911	-
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES PART FIXE (abonnements)</b>	<b>19 542</b>	<b>20 235</b>	<b>21 025</b>	<b>22 249</b>	<b>790</b>	<b>4%</b>	<b>-1 224</b>	<b>-6%</b>
<b>VENTES EN GROS et DIVERS</b>	<b>640</b>	<b>777</b>	<b>628</b>	<b>224</b>	<b>-149</b>	<b>-19%</b>	<b>404</b>	<b>181%</b>
<b>ABONNEMENTS REDEVANCES INCENDIE (33.3.2.d)</b>	<b>1 919</b>	<b>1 944</b>	<b>1 882</b>	<b>2 548</b>	<b>-62</b>	<b>-3%</b>	<b>-666</b>	<b>-26%</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES EAU</b>	<b>71 788</b>	<b>73 623</b>	<b>77 673</b>	<b>78 580</b>	<b>4 050</b>	<b>6%</b>	<b>-907</b>	<b>-1%</b>
RECETTES COMPLEMENTAIRES (art. 33.4)	2 051	1 978	2 554	1 957	576	29%	597	31%
RECETTES ACCESSOIRES (art. 33 Quater)	943	1 009	1 030	1 101	21	2%	-71	-6%
RECETTES TRAVAUX liées aux branchements - FORFAIT (art 37)	1 677	1 485	1 774	3 189	290	20%	-1 415	-44%
RECETTES TRAVAUX liées aux branchements - METRE (art 37)	2 405	2 336	3 645		1 309	56%	3 645	-
RECETTES TRAVAUX Autres Travaux (art 37)	2 099	1 656	1 132	1 048	-524	-32%	83	8%
<b>1.TOTAL RECETTES AFFECTABLES - EAU</b>	<b>80 961</b>	<b>82 086</b>	<b>87 807</b>	<b>85 875</b>	<b>5 721</b>	<b>7%</b>	<b>1 932</b>	<b>2%</b>

Source : Données Rapport d'Activité du Déléguataire (RAD) 2021

<sup>5</sup> Art.6.11 du contrat de concession en remplacement de la clause de partage de l'excédent des volumes dépassant la prévision.

<sup>6</sup> Art 6.15 du contrat de concession avec la mise en place d'un mécanisme de partage de la rentabilité de l'exercice 2022.

## 1.1 Chiffre d'affaires

Au 31/12/2021, le chiffre d'affaires qui s'élève à **77,7 M€** présente une hausse de **4 M€** par rapport à 2020, soit une hausse de **6%**.

Cette évolution repose sur les deux déterminants suivants :

- Effet volume : +4%
- Effet prix : 1,64%

### Effet volume (+4%) :

L'effet volume se décompose comme suit :

Volumés : En milliers de m <sup>3</sup>	Ecart Réel 2021/2020	
	m <sup>3</sup>	%
Volumés vendus au détail total (y c. var. EEC)	2 092	5%
Volumés ventes en gros et divers total (y c. var. EEC)	-336	-14%
<b>TOTAL VOLUMES VENDUS (Détail + VEG) en milliers de m<sup>3</sup></b>	<b>1 756</b>	<b>4%</b>

Source : Données Rapport d'Activité du Délégué (RAD) 2021

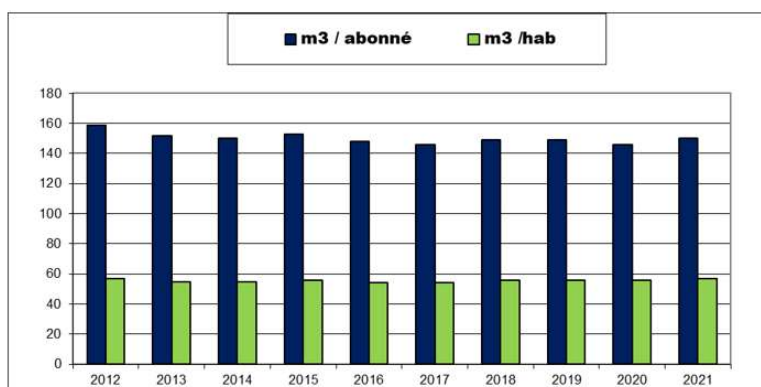
Les volumes vendus au **détail** subissent une hausse de plus de **2 Mm<sup>3</sup>** (soit 5%) y compris la variation de l'Eau en Compteur (EEC)<sup>7</sup> qui compte une hausse de **1 Mm<sup>3</sup>**.

**L'évolution du nombre d'abonnés entre 2020 et 2021 augmente de 2,30%** contre 5% des volumes vendus au détail.

Selon le RAD<sup>8</sup> 2021, les consommations par habitant sont stables sur ces 10 dernières années, la hausse des volumes de l'année 2021 ne serait donc pas corrélée à une modification des consommations des usagers.

## L'ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES VOLUMES CONSOMMÉS PAR HABITANT

Evolution volumes consommés par habitant		
Année	Habitants	m <sup>3</sup> / habitant
2012	689 524	57
2013	698 492	55
2014	707 190	55
2015	718 916	56
2016	729 327	54
2017	740 353	54
2018	748 391	56
2019	754 511	56
2020	762 586	56
2021	775 298	57



Source : RAD V1 page 249

L'autre moitié de cette hausse provient de **la hausse de la variation de l'Eau En Compteur de près d'un million de m<sup>3</sup>**. Le Rapport Annuel du Délégué (RAD)<sup>9</sup> indique une « sous-évaluation du volume consommé en 2020 » (i.e une provision d'Eau En Compteur sous-

<sup>7</sup> EEC : volume qui correspond aux estimations du délégué sur les périodes pour lesquelles il n'y a pas eu de relève de compteurs.

<sup>8</sup> Rapport Annuel du Délégué

<sup>9</sup> RAD V1 page 182



estimée au 31/12/2020) qui s'expliquerait par l'**absence de relève de compteurs pendant 2 mois en raison de la crise COVID**. Par un principe de vase communicant, l'année 2021 absorbe ce rattrapage de l'année 2020 dans ses volumes facturés *via* le débouclage de la provision 2020. **A date, Bordeaux Métropole ne dispose pas du débouclage de l'Eau En Compteur (provision) 2020.**

*A l'issue du contrat de concession, l'Eau En Compteur entrera dans l'assiette de la FAC (Facture d'Arrêté de Compte) en tant que volume effectivement consommé en 2022<sup>10</sup>.*

**L'analyse faite par Bordeaux Métropole ne permet pas une pleine compréhension de l'évolution des ventes au détail de 5%.**

- *Effet prix (1,64%)* : 1,64% d'effet prix *via* le coefficient d'évolution des tarifs (indice de référence contractuel k<sup>11</sup>).

**En résumé, la hausse de 6% du chiffre d'affaires eau s'explique par :**

**\*un effet volume de 4% essentiellement liée à :**

- une hausse des consommations au détail de 5% corrélée à l'évolution des abonnés (+2,3%) ;

- une variation de l'Eau En Compteur de près de 1 Mm<sup>3</sup> qui s'expliquerait selon le délégataire par l'absence de relève pendant 2 mois en 2020 à cause de la crise COVID qui se répercuterait mécaniquement en 2021. A date, le débouclage de l'Eau En Compteur n'a pas été fourni par le délégataire.

**\*un effet prix de 1,64% *via* le coefficient d'évolution des tarifs (k).**

## 1.2 Autres recettes

*Recettes complémentaires : une régularisation clientèle de de 378 K€ en 2021*

Les *recettes complémentaires* sont constituées à hauteur de 72% des produits d'accès au service qui augmentent de 25% en 2021.

Une régularisation du logiciel de facturation Odyssee de **378 K€<sup>12</sup>** a été enregistrée dans les recettes complémentaires au titre de l'année 2021. **Ce montant correspond à la liquidation des comptes clients inactifs sur la période 2013-2016 avec un passage en pertes et profits.**

**Dans la même logique que le partage de l'excédent des volumes facturés, un partage sur les profits a été demandé au délégataire qui l'a refusé faute de mécanisme contractuel le prévoyant.**

Cette demande a été formulée à plusieurs titres :

- lorsque le délégataire a des dépenses exceptionnelles, la Métropole participe à leur financement (dépenses informatiques notamment dans le cadre de la Loi de Programmation Militaire...);
- il s'agit d'une régularisation de clôture qui aurait bénéficié à Bordeaux Métropole<sup>13</sup> si elle était intervenue à l'échéance du contrat sur l'exercice 2022.

<sup>10</sup> L'utilisateur pourra, en 2023, faire une réclamation en cas d'incohérence entre cette estimation de volume et son index réel.

<sup>11</sup> L'évolution de l'indice k prévu à l'article 34 du contrat de concession.

<sup>12</sup> Montant d'ordinaire autour de 50-70 K€

<sup>13</sup> *via* la clause d'écrêtement du chiffre d'affaires.

### Des recettes accessoires stables

Les *recettes accessoires* sont constantes entre 2020 et 2021. Elles correspondent essentiellement (à hauteur de 74%) à la rémunération de l'activité de facturation pour le compte de SABOM dont l'analyse s'est révélée cohérente. Cependant, **exceptionnellement en 2021, il n'y a pas de cut off<sup>14</sup> sur ce poste car la Direction financière de Suez a attendu la clôture du logiciel clientèle Odyssee pour comptabiliser ses factures à établir (FAE).**

### Des recettes sur travaux de branchements métré en hausse de 56%

en K€ COURANTS	Réel 2019	Réel 2020	Réel 2021	Ecart Réel 2021/2020		Ecart Réel 2021/2019	
				K€	%	K€	%
RECETTES TRAVAUX liées aux branchements - FORFAIT (art 37)	1 677	1 485	1 774	290	20%	97	6%
RECETTES TRAVAUX liées aux branchements - METRE (art 37)	2 405	2 336	3 645	1 309	56%	1 241	52%
<b>TOTAL RECETTES BRANCHEMENTS - EAU</b>	<b>4 082</b>	<b>3 821</b>	<b>5 420</b>	<b>1 599</b>	<b>42%</b>	<b>1 338</b>	<b>33%</b>

Source : IGS-Bordeaux Métropole

En 2021, les recettes sur branchements métré ont subi une hausse très significative de **56%** (+1,3M€) dans le tableau des flux de trésorerie.

Le délégataire explique cette hausse par une sous-activité en 2020 liée à la crise sanitaire.

**En moyennant les années 2020 et 2021, la hausse de l'activité se porte à 24%.**

en K€ COURANTS	Réel 2019	Moyenne 2020/2021	Ecart Moy 2020/21 et 2019
RECETTES TRAVAUX liées aux branchements - METRE (art 37)	2 405	2 991	586 <b>24%</b>

Source : IGS-Bordeaux Métropole

<sup>14</sup> Principe comptable de séparation des exercices avec la comptabilisation d'une provision au 31/12/N.

## 2- Analyse des charges

### Des charges en baisse sur le dernier exercice (-2%)

Les charges s'établissent à **43,8 M€** en 2021, en baisse de **939 K€** (soit **-2%**) par rapport à l'exercice précédent.

Contrairement aux années précédentes, le prochain exercice (2022) verra entrer en application une clause convenue lors de l'avenant n°11 visant à plafonner la rentabilité du chiffre d'affaires sur l'exercice 2022<sup>15</sup>.

Flux financiers : en K€ COURANTS (hors comptes de tiers)	Réal 2019	Réal 2020	Réal 2021	Prévu 2021	Ecart Réel 2021/2020		Ecart Réel/ Prév	
					K€	%	K€	%
<b>CHARGES D'EXPLOITATION K€ COURANTS (LvRE retraité)</b>								
PERSONNEL SOCIETE	15 930	14 850	14 669	17 439	-181	-1%	-2 770	-16%
PERSONNEL EXTERIEUR	1 456	1 102	949		-153	-14%	949	-
ENERGIE	2 077	2 232	2 073	2 582	-159	-7%	-508	-20%
ACHATS D'EAU	32	37	53	34	16	45%	19	58%
PRODUITS DE TRAITEMENT	252	369	302	277	-67	-18%	25	9%
ANALYSES	212	326	334	648	7	2%	-314	-49%
<b>SOUS-TRAITANCE-MATIERES-FOURNITURES, dont :</b>	<b>9 602</b>	<b>9 119</b>	<b>9 531</b>	<b>9 947</b>	<b>412</b>	<b>5%</b>	<b>-416</b>	<b>-4%</b>
IMPOTS LOCAUX ET TAXES	1 231	1 647	921	1 483	-725	-44%	-562	-38%
<b>AUTRES DEPENSES EXPLOITATION, dont :</b>	<b>10 793</b>	<b>9 541</b>	<b>9 749</b>	<b>9 257</b>	<b>209</b>	<b>2%</b>	<b>492</b>	<b>5%</b>
Affranchissement	504	427	338	310	-89	-21%	29	9%
Télécommunications, postes de télégestion	288	257	367	229	111	43%	138	60%
<b>Engins et véhicules</b>	<b>1 016</b>	<b>996</b>	<b>883</b>	<b>995</b>	<b>-113</b>	<b>-11%</b>	<b>-112</b>	<b>-11%</b>
Informatique	3 731	4 145	4 581	1 471	436	11%	3 110	211%
Assurances	338	348	400	484	53	15%	-84	-17%
Locaux (dont Maison de l'Eau)	705	710	677	757	-34	-5%	-80	-11%
Loyer, matériel et mobilier de bureau	87	91	71	203	-20	-22%	-132	-65%
Honoraires, frais d'actes, services bancaires	703	499	474	928	-25	-5%	-454	-49%
Congrès, invitations, publicité, cadeaux, cotisations	185	161	62	417	-99	-62%	-355	-85%
Déplacements, missions, réceptions et transport	309	149	161	338	11	7%	-178	-53%
Contribution au budget du Lyre	700	680	435	570	-245	-36%	-135	-24%
Autres dépenses	2 228	1 077	1 301	2 556	224	21%	-1 255	-49%
FRAIS DE CONTRÔLE (art. 16)	314	321	327	346	6	2%	-19	-6%
RISTOURNES ET REDEVANCES CONTRACTUELLES (Redevance pour Occupation du Domaine Public)	108	111	112	114	1	1%	-1	-1%
FRAIS DE SIEGE & CONTRIBUTION A LA RECHERCHE	2 980	3 040	3 097	3 284	57	2%	-187	-6%
PARTICIP* AUX FRAIS DE DEVELOPPEMENT DU SI NATIONAL LEF	719	734	747	793	14	2%	-45	-6%
PERTE sur CREANCES IRREC., CONTENTIEUX RECOUVREMENT	1 187	1 318	909	364	-409	-31%	544	149%
AJUSTEMENT AUDIT ET APPLICATION PLAFOND MO	63	2	36		34	1700%	36	-
<b>2 .TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (hors charges calculées)</b>	<b>46 956</b>	<b>44 749</b>	<b>43 810</b>	<b>46 566</b>	<b>-939</b>	<b>-2%</b>	<b>-2 756</b>	<b>-6%</b>

Source : Données Rapport d'Activité du Délégué (RAD) 2021

**Le niveau des charges est en baisse de près d'un million d'euros (-939 K€, -2%) entre 2020 et 2021. Cette évolution est déconnectée de la reprise d'activité suite à la crise sanitaire de 2020. Le risque est celui d'un report de charges sur l'exercice 2022 au détriment de la collectivité compte tenu de la mise en œuvre de la clause sur le partage de rentabilité.**

<sup>15</sup> Art.6.15 du contrat de concession avec la mise en place d'un mécanisme de partage de la rentabilité de l'exercice 2022.

Par ailleurs, les charges sont marquées par une baisse des ETP<sup>16</sup> (20 ETP), pour moitié sur l'activité clientèle, qui serait liée, selon le délégataire, à des difficultés de recrutement et à la fin de certains projets (€ retrouvés).

L'essentiel de la baisse des charges est due à celle des impôts locaux et taxes (-725 K€ soit -44%)

Comme indiqué dans le RAD<sup>17</sup>, cette baisse s'explique par :

- une baisse de 474 K€ de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) suite à une réforme nationale des impôts<sup>18</sup> ;
- un évènement non récurrent en 2020 avec la réclamation par Bordeaux Métropole des impôts fonciers de Louis Fargues au titre des années 2013 à 2019 pour 358 K€ car il s'agit de charges non affectables au délégataire du contrat de l'eau potable.

Des charges de personnel d'exploitation en baisse de 334 K€ (-2%)...

Flux financiers : en K€ COURANTS	Réal 2019	Réal 2020	Réal 2021	Prévu 2021	Ecart Réel 2021/2020		Ecart Réel/ Prév	
					K€	%	K€	%
PERSONNEL SOCIETE	15 930	14 850	14 669	17 439	-181	-1%	-2 770	-16%
PERSONNEL EXTERIEUR	1 456	1 102	949		-153	-14%	949	-
<b>TOTAL PERSONNEL</b>	<b>17 386</b>	<b>15 952</b>	<b>15 618</b>	<b>17 439</b>	<b>-334</b>	<b>-2%</b>	<b>-1 821</b>	<b>-10%</b>

Source : IGS-Bordeaux Métropole

... qui s'explique par une baisse de 20 ETP dont environ la moitié sur l'activité clientèle<sup>19</sup>

	2 020	2 021	Var en ETP	Var %
CINR	38,0	36,2	-1,7	-4,6%
PROD	37,5	34,1	-3,4	-9,1%
CANA	60,3	57,0	-3,2	-5,4%
BRAN & COMPTEURS	42,4	41,8	0,7	-1,6%
CLIENT	99,0	90,1	8,9	-9,0%
TX	10,6	11,2	0,6	5,6%
AUTRES	3,6	0,7	-2,9	-79,8%
<b>Total OPEX</b>	<b>291,5</b>	<b>271,2</b>	<b>20,3</b>	<b>-7,0%</b>
<b>Total Capex</b>	<b>37,9</b>	<b>48,4</b>	<b>10,5</b>	<b>27,8%</b>
<b>Total ETP CUBE</b>	<b>329,4</b>	<b>319,6</b>	<b>9,8</b>	<b>-3,0%</b>
Coût etp moyen	-56,5	-59,2	2,7	4,8%
Var vs N-1	-4,13%	4,80%		

Source : RAD V2 page 353

<sup>16</sup> Equivalent Temps Plein

<sup>17</sup> RAD V1 page 351

<sup>18</sup> Article 8 de la loi de finances 2021 avec un abaissement du taux de CVAE de moitié. Les entreprises ont déjà commencé à en profiter à travers le premier acompte de 2021 versé au plus tard le 15/06. (source : legifiscal).

<sup>19</sup> Selon le délégataire, la baisse des 9 ETP clientèle s'explique :

- essentiellement par des postes vacants liés à des difficultés de recrutement chez Suez (notamment sur les postes clientèle et réseaux), cela peut représenter un risque au moment du transfert des effectifs à la Régie ;
- par une baisse des effectifs « au niveau de la clientèle suite à un redimensionnement à la baisse du service euros retrouvés ».

... partiellement compensées par une hausse du coût moyen de l'ETP<sup>20</sup> (+5%)<sup>21</sup>

La hausse significative du coût moyen par ETP en 2021 se justifie par le contexte atypique de l'année 2020 en raison de la crise COVID. L'ETP économique moyen se calcule par un ratio coût salarial/ETP qui s'est vu minoré en raison d'une baisse des charges 2020 avec les subventions (aides de l'état) et la baisse des heures supplémentaires (i.e paie 2020 VS paie 2021).

L'évolution moyenne de ce coût est d'environ +1% à 2% par an.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Coût moyen d'un ETP EAU	61,901	62,597	63,122	64,18	65,34	58,34	58,93	56,50	59,21
Evolution Coût moyen ETP		1%	1%	2%	2%	-11%	1%	-4%	5%

Source : IGS-Bordeaux Métropole

*Un coût moyen par l'ETP<sup>22</sup> moindre sur l'activité clientèle*

Depuis quelques années, le délégataire dissocie l'activité clientèle dans le calcul de l'ETP moyen en raison de la spécificité des profils RH sur ces postes. En effet l'ETP moyen clientèle est de **47** contre **64** k€ pour les autres activités.

*Structure du personnel : une décorrélation entre l'évolution activité branchement et les ETP<sup>23</sup> dédiés...*

La forte hausse de l'activité branchements<sup>24</sup> ne se traduit pas dans l'évolution des ETP branchements et compteurs, car il s'agit d'une **activité 100% sous-traitée. Les ETP internes ne traitent que le volet devis et facturation de l'activité travaux.**

... et « une poursuite de l'ajustement du nombre d'encadrants »<sup>25</sup>

**Le turnover des encadrants et les difficultés de recrutement évoqués par Suez sont susceptibles d'avoir une incidence pour la future Régie.**

*Des coûts informatiques qui continuent d'augmenter au fil des années (+436 K€ en 2021 soit +11%)*

Aucune information complémentaire à celles présentes dans le RAD n'ont été communiquées à la Métropole. L'évolution du poste s'explique par :

- une hausse du SI métier de +404 K€ avec la mise en place de nouveaux services liés à la Cybersécurité, des développements de modules et des coûts de mise en exploitation de projets informatiques ;
- une hausse de 257 K€ liée à un effet périmètre en raison de la LPM (Loi Programmation Militaire) ;
- une baisse des coûts SI clientèle de -201 K€ après cinq années consécutives de hausse.

<sup>20</sup> Equivalent Temps Plein

<sup>21</sup> 56,5 en 2020 contre 59,2 en 2021

<sup>22</sup> Equivalent Temps Plein

<sup>23</sup> Equivalent Temps Plein

<sup>24</sup> cf 1-Analyse des produits, § Recettes sur travaux de branchements

<sup>25</sup> RAD V1 page 350

*Des créances irrécouvrables en baisse de 30% par rapport à 2020 mais 3 fois supérieures à la prévision*

Le délégataire explique que le **risque client sur le contrat de DSP BM Eau a fortement évolué depuis 2012**, date d'élaboration du prévisionnel (avenant n°9). D'autre part, la fin de contrat se traduit par une **baisse sur le volet créance liée à la liquidation des dossiers avant son échéance**.

## B- Le BFR (Besoin en Fonds de Roulement)

	2 020	2 021	Var. (K€)	Var. (%)
Stocks & En-cours	2 868 k€	2 930 k€	62 k€	2%
Clients	32 776 k€	29 653 k€	-3 123 k€	-10%
Fournisseurs	-6 373 k€	-7 146 k€	-774 k€	12%
Parafiscalité	-25 221 k€	-28 319 k€	-3 098 k€	12%
Autres tiers	-26 118 k€	-24 049 k€	2 069 k€	-8%
<b>BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>-22 067 k€</b>	<b>-26 931 k€</b>	<b>-4 864 k€</b>	<b>22%</b>
Provisions pour dépréciation de comptes d'exploitation	1 061 k€	384 k€	-677 k€	-64%
<b>BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT net</b>	<b>-23 128 k€</b>	<b>-27 315 k€</b>	<b>-4 187 k€</b>	<b>18%</b>

Source : IGS-Bordeaux Métropole

Il s'agit, comme en 2020, d'un **excédent** de fonds de roulement qui passe de **23 128 K€** à **27 315 K€**, soit une hausse de **4,2 M€** par rapport à l'année dernière.

*Une baisse des créances clients liée à des facteurs exogènes (anomalie 2020 et EEC) (3 M€)*

Corrigé de ces anomalies<sup>26</sup> imputables à l'exercice 2020, le poste clients serait stable sur la période.

*Des dettes fournisseurs en hausse malgré un délai de règlement iso (8K€)*

L'augmentation des dettes fournisseurs augmente de 12% avec un délai de règlement stable sur la période (26j). Il est à corréliser à la hausse des investissements sur la période.

*Un poste parafiscalité en attente d'explication par le délégataire (3 M€)*

**A date, l'analyse du poste n'a pas été fournie par le délégataire.**

**L'apurement du BFR<sup>27</sup> par le délégataire est envisagé comme suit :**

**- d'ici septembre 2022, Suez procèdera à un reversement issu du fonds de performance qui sera visible dans le prochain rapport du délégataire 2022. Ce montant est fluctuant car corrélé aux commandes de missions d'accompagnement commandées à Suez. A date, aucun montant précis ne peut être communiqué<sup>28</sup> ;**

**- 14,4 M€ au 31/12/2021 de mensualités qui seront soldées au moment de l'émission des Factures d'Arrêté de Compte (FAC) prévue début 2023. Ce versement ne sera pas visible dans le rapport du délégataire 2022 car l'opération sera postérieure à sa rédaction.**

<sup>26</sup> L'incohérence obtenue sur le délai de règlement clients, en baisse de 21 jours par rapport à l'année 2020, s'explique :  
-essentiellement par une anomalie sur le poste clients en 2020. L'omission par Suez d'une clôture trimestrielle des comptes clients du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 a artificiellement gonflé la moyenne du poste sur l'année 2020 (+ 11 M€). L'impact de cette anomalie représente 16 jours sur l'écart des 21 jours ;  
-par la significative variation de l'EEC, due à une sous-provision à la fin d'exercice 2020 qui représente un impact de 4 jours sur les 21 jours.

<sup>27</sup> A la fin du contrat, au 31/12/2021, il est prévu qu'il n'y est plus de créance ou de dette c'est-à-dire un BFR nul.

<sup>28</sup> Le montant était de 7 M€ au 03/06/2022 (entretien DAF Suez) puis à 5,9 M€ au 23/06/2022 (avis délégant).

## C- Les investissements

Près de 7 millions d'investissements supplémentaires par rapport à la prévision

Par rapport à la prévision, le délégataire a largement dépassé ses engagements sur l'ensemble de ses investissements :

- Investissements en biens de retour : +6,9 M€
- Renouvellement fonctionnel : +4,4 M€
- Renouvellement patrimonial : + 1,7 M€

Une décélération du rythme d'investissement prévue sur l'exercice 2022

Pour les besoins de la mise en place de la Régie, il a été convenu dans le cadre du Protocole de Fin de Contrat que Suez verse au fonds de performance 5 M€ au titre du reliquat des engagements financiers pris dans le cadre de l'avenant n°11<sup>29</sup>. Dans cette perspective, une décélération du rythme d'investissement est prévue en 2022 avec un risque de personnel en sous-activité sur le contrat de concession sur l'année 2022.

	Réal 2019	Réal 2020	Réal 2021	Prévu 2021	Ecart Réel 2021/2020		Ecart Réel/ Prév	
					K€	%	K€	%
Volumes : En milliers de m <sup>3</sup> Flux financiers : en K€ COURANTS (hors comptes de tiers)								
<b>5. FLUX DE TRESORERIE NETTE D'EXPLOITATION (3-4)</b>	<b>44 950</b>	<b>38 874</b>	<b>48 185</b>	<b>43 442</b>	<b>9 311</b>	<b>24%</b>	<b>4 743</b>	<b>11%</b>
<b>FLUX D'INVESTISSEMENTS (k€ courants)</b>								
<u>Investissements biens de retour</u>	<b>14 406</b>	<b>16 602</b>	<b>20 338</b>	<b>13 469</b>	<b>3 736</b>	<b>23%</b>	<b>6 869</b>	<b>51%</b>
1ER ETABLISSEMENT FINANCES PAR LE CONCESSIONNAIRE 4	1 130	2 193	3 971	3 358	1 778	81%	613	18%
Télérelève (1er établissement et renouvellement)	140	143			-143	-100%	0	-
RENOUVELLEMENT FONCTIONNEL FINANCE PAR LE CONCESSIONNAIRE 5	8 333	9 177	10 584	6 195	1 406	15%	4 389	71%
RENOUVELLEMENT PATRIMONIAL FINANCES PAR LE CONCESSIONNAIRE 5	4 866	5 091	5 819	4 080	729	14%	1 739	43%
AJUSTEMENT AUDIT ET APPLICATION PLAFOND MO	-63	-2	-36		-34	1700%	-36	-
<u>Investissements biens de reprises</u>	<b>1 589</b>	<b>1 518</b>	<b>1 458</b>	<b>1 400</b>	<b>-60</b>	<b>-4%</b>	<b>58</b>	<b>4%</b>
DOMAINE PRIVE HORS COMPTEURS	162	90	65	150	-26	-29%	-85	-57%
DOMAINE PRIVE COMPTEURS	1 427	1 427	1 394	1 250	-34	-2%	144	11%
DOMAINE PRIVE COMPTEURS SRU + TELERELEVE SRU	0	0	0	0	0	-	0	-
DOMAINE PRIVE TELERELEVE HORS SRU1				0	0	-	0	-
<u>Annuités de la dette reprise à la collectivité</u>	<b>2 514</b>	<b>2 553</b>	<b>2 512</b>	<b>2 511</b>	<b>-41</b>	<b>-2%</b>	<b>1</b>	<b>0%</b>
- INDEMNITE Fin de contrat (Art. 55.1.d)							0	
- SOULTES SUR OUVRAGES SUBSTITUES AUX BRCTS PLOMB			-31 880	-31 880			0	
- VALEURS RACHATS DES BIENS DE REPRISES				0			0	
<b>6.TOTAL FLUX D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>18 509</b>	<b>20 672</b>	<b>-7 572</b>	<b>-14 336</b>	<b>-28 244</b>	<b>-137%</b>	<b>6 764</b>	<b>47%</b>
<b>8.SUBVENTIONS PERCUES</b>	<b>-1 602</b>	<b>-589</b>	<b>-267</b>	<b>-426</b>	<b>323</b>	<b>-55%</b>	<b>159</b>	<b>37%</b>
<b>9. TOTAL FLUX INVESTISSEMENTS NETS des SUBVENTIONS</b>	<b>16 907</b>	<b>20 083</b>	<b>-7 839</b>	<b>-14 762</b>	<b>-27 921</b>	<b>-139%</b>	<b>6 923</b>	<b>47%</b>
<b>RESSOURCES REMBOURSABLES</b>								
EMPRUNT A TAUX PREFERENCIEL AGENCE DE L'EAU (+)	640	96	0	0	-96	-100%	0	
REMBOURSEMENT EMPRUNT AGENCE DE L'EAU (-)	-6	-70	-75	-417	-5	6%	342	82%
<b>10.FLUX NETS RESSOURCES REMBOURSABLES</b>	<b>633</b>	<b>26</b>	<b>-75</b>	<b>-417</b>	<b>-101</b>	<b>-390%</b>	<b>342</b>	<b>82%</b>
<b>DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS</b>								
<b>11.FLUX NETS DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	
<b>12.Trésorerie annuelle disponible avant IS et frais ou produits financiers (5 - 9 + 10 + 11)</b>	<b>28 676</b>	<b>18 817</b>	<b>55 948</b>	<b>57 787</b>	<b>37 131</b>	<b>197%</b>	<b>-1 839</b>	<b>-3%</b>
<b>13 . SOLDE DE TRESORERIE CUMULE EN k€ COURANTS (depuis le début du contrat, avant frais ou produits financiers et avant IS)</b>	<b>172 843</b>	<b>191 660</b>	<b>247 609</b>	<b>234 714</b>	<b>55 948</b>	<b>29%</b>	<b>12 894</b>	<b>5%</b>

Source : Données Rapport d'Activité du Délégataire (RAD) 2021

<sup>29</sup> Art.6.14 du contrat de concession : 30,109 M€ HT net de subvention.



### *Un remboursement de la soulte plomb de 31 880 K€ intervenu en décembre 2021*

Pour mémoire, cette soulte correspond à l'indemnité due par Bordeaux Métropole à Suez au titre du programme de renouvellement des branchements plomb convenu à mi-contrat (avenant n°7 conclu en 2006).

### *Des contrôles physiques à muscler*

Des réceptions de travaux sont prévues dans le cadre de la remise en état des ouvrages en fin de contrat, suite à la réalisation des diagnostics d'ouvrages « contradictoires » effectués en 2019.

Cependant, depuis quelques années, les contrôles sur sites des investissements ont une fréquence moins régulière.

Concernant **les investissements**, on constate **une avance de près de 7 M€ au 31/12/2021 par rapport à la prévision**.

Cette avance prise en 2021 est annonciatrice d'une **décélération du rythme d'investissement en 2022<sup>30</sup>** (- 4 M€ par rapport à la PPPI) avec un **risque de personnel en sous-activité sur le contrat de concession en 2022**.

Par ailleurs, le reversement de Suez sur le fonds de performance du contrat à la fin de la concession s'établit, début juin 2022, à **5 M€<sup>31</sup>**.

## ***D- Les perspectives relatives à l'exercice en cours***

Dans le cadre de la fin du contrat de concession, les enjeux ayant des impacts financiers concernent :

- l'estimation du chiffre d'affaires 2022 ;
- le niveau des charges 2022 ;
- les risques de sous activité des personnels Suez sur certaines activités telles que les travaux d'investissement ou les relèves de compteurs ;
- les congés payés des salariés qui ne sont pas repris par la Régie (volume de règlement des congés payés imputé au contrat de concession en 2022) ;
- les effectifs dans leur globalité, notamment chez les encadrants et les difficultés de recrutement chez le délégataire (pour la future Régie) ;
- le volumes des missions d'accompagnement et leurs éventuelles dérives financières qui pourraient impacter le fonds de performance ;
- les investissements qui conduisent, à la fin du contrat de concession, à un reversement des investissements non effectués par le délégataire sur le fonds de performance.

<sup>30</sup> -4,1 M€ d'investissements en 2022 par rapport à la prévision initiale (juin 2022).

<sup>31</sup> Estimation Suez au 03/06/2022, engagement de 83.798 M€ HT net de subvention dans le Protocole de Fin de Contrat (PFC) sur la période 2018-2022.

## **ANNEXES**

**Annexe 1. Le Tableau des Flux de Trésorerie (TFT) 2021**

**Annexe 2. Avis du délégant**

**Annexe 3. Fonds de performance**

**Annexe 4. Avenant n°11 sur les investissements prévisionnels 2020, 2021 et 2022**



## **Annexe 2. Avis du délégant**

Extraits parties financières

### **1.7 Compte-rendu financier**

Comme l'an passé, les volumes d'eau consommés en 2021 se sont avérés supérieurs au volume prévisionnel contractuel. Cet excédent de volumes consommés en 2021 par rapport à la prévision génère un produit dont la moitié est versée au fonds de performance : soit un montant de 2 254 K€ pour l'exercice 2021.

### **2.5 Compte-rendu financier**

On constate une avance de 7,6 M€ au 31/12/2021 sur le PPPI. Cette avance est annonciatrice d'une décélération du rythme d'investissement en 2022 avec un risque de personnel en sous-activité sur le contrat de Concession en 2022.

L'évolution des effectifs chez le délégataire fait apparaître en 2021 un turnover des encadrants et le délégataire évoque des difficultés de recrutement (notamment sur les postes clientèle et réseaux), qui pourraient avoir des conséquences sur la future Régie.

D'autre part, le besoin en fonds de roulement (BFR) présente un excédent de trésorerie en hausse de 4,2 M€ par rapport à 2020 à un an de la fin du contrat. Toutefois, cette évolution provient, pour moitié, de l'effet rebond d'une anomalie intervenue en 2020 sur le poste clients et pour une autre part, d'éléments inexplicables à date sur la parafiscalité.

Compte tenu de la variation significative de l'Eau En Compteur (1 Mm<sup>3</sup>) due à une sous-provision 2020 (crise COVID), Bordeaux Métropole est en attente des éléments liés au débouclage de l'Eau En Compteur des trois dernières années.

Enfin, on constate des charges en baisse de près d'un million d'euros malgré une reprise d'activité suite à la crise COVID-19.

### Annexe 3. Fonds de performance

	Montants
<b>Solde du fonds au 1er janvier 2021</b>	<b>+7 489 200</b>
Bonus sur engagements contractuels de l'exercice 2020	-38 166
Malus sur engagements contractuels et pénalités au titre de l'art. 47.1 de l'exercice 2020	+627 248
Rémunération du solde au 1er Janvier 2021	+145 740
Dotation annuelle 2021	+60 732
Economie sur taux de financement de la dette du Service des Eaux	+94 423
Produit résultant de la moitié de l'excédent des volumes consommés en 2021 par rapport à la prévision	+2 254 000
Réaffectation FDP - annexe 39 SI	-1 388 832
Accompagnement régie 53 quater	-354 218
<b>Solde du fonds au 1er janvier 2022</b>	<b>+8 890 127</b>

Source : Direction opérationnelle - Bordeaux Métropole

## Annexe 4. Avenant n°11 sur les investissements prévisionnels 2020, 2021 et 2022

Catégorie	N°FAD	Libellés FAD	2018 Réel RAD	2019 Réel RAD	2020 Prévisionnel V42	2021 Prévisionnel V42	2022 Prévisionnel	TOTAL 2018-2022
RF	100,1	Renouvellement canalisations : canalisations	1 322	2 075	550	353	2 900	7 200
RF	100,2	Renouvellement canalisations : vannes	257	207	110	160	300	1 034
RP	101	Renouvellement des canalisations- lutte contre les eaux roses	812	41	473	150	450	1 926
RF	110	Renouvellement structurel des branchements	1 589	3 213	2 500	2 252	2 900	12 454
RF	120,1	Renouvellement aqueducs : courant	18	17	14	11	15	75
RF	120,2	Renouvellement aqueducs : gros travaux	559	200	1 771	122	300	2 952
RF	130,1	Renouvellement courant usines : CAG	407	70	432	140	900	1 949
RF	130,2	Renouvellement courant usines : électromécanique	788	923	800	962	800	4 273
RF	130,3	Renouvellement courant usines : info.indus.	591	449	420	320	450	2 230
RF	130,4	Renouvellement courant usines : info. indus. Ausone	0	74	95	71	60	300
RP	131	Renouvellement courant usines : réhabilitation forages	280	521	350	1 267	1 800	4 218
RF	132	Renouvellement courant usines : génie civil étanchéités	436	103	950	450	475	2 414
RF	133,1	Renouvellement usines : 2nd œuvre	282	277	426	501	350	1 836
RF	133,2	Rvt usines : autres appareillages réseau	136	154	111	96	60	557
RF	133,3	Rvt usines : capteurs acoustiques	15	35	39	37	40	168
RF	140	Renouvellement bâtiments domaine concédé	334	271	538	620	400	2 163
RP	200	Déplacements canalisations (article 71)	912	1 439	750	450	900	4 451
RP	210	Déplacements de canalisations : tramway	1 866	940	1 300	760	100	4 966
TN	220	Équipement eau : bâtiment Mérignac	0	0	0	0	0	0
TN	230	TN usines : courant	32	69	41	24	1 340	1 506
TN	231	TN usines : passage au chlore	0	0	0	0	0	0
TN	232	TN usines : couvertures d'ouvrages	130	8	0	0	0	138
TN	233	TN usines : recyclage eaux de process	0	0	0	0	0	0
TN	234	TN usines : aires de dépotage	0	0	0	0	0	0
TN	235	TN usines Ausone modernisation	0	0	0	0	0	0
TN	236	TN usines Ausone secours	0	0	0	0	0	0
TN	240	Extension / renforcement de canalisations (articles 26 & 28)	856	447	750	650	500	3 203
TN	250	Interconnexion Cabanac & Villagrains	0	0	0	0	0	0
TN	300	Travaux suite à DUP	4	2	83	393	520	1 002
TN	310	Surforage Cap de Bos	0	0	0	0	0	0
RP	320	Conduite Cap de Bos - Caupian	0	0	0	0	0	0
TN	330	Conduite Gajac - Gamarde - Cantinolle	0	0	0	0	0	0
RP	400	Renouvellement des branchements plomb base	3	0	152	803	0	958
TN	500	Cantinolle : CAG, UV et bâches	0	0	0	0	0	0
TN	520	Gamarde : stripping	0	0	0	0	0	0
TN	530	Gajac : CAG	0	0	0	0	0	0
TN	550	Budos : remplacement des filtres à sables par CAG	0	0	0	0	0	0
TN	570	Boutin : CAG	0	0	0	0	0	0
RP	586	Conduite Cap Roux - Cote 40	36	45	0	0	0	81
TN	600	Sectorisation du réseau	18	19	15	0	0	52
TN	601,1	Ecoute permanente du réseau : base	0	0	0	0	0	0
TN	601,2	Ecoute permanente du réseau : complément	0	0	0	0	0	0
TN	602	Modulation de pression cotes 75 & 60	0	0	0	0	0	0
TN	603	Modulations de pression complémentaires	0	0	0	0	0	0
TN	620	Mesures conservatoires Lavardens	0	0	0	0	0	0
TN	630	Automatisation cote 40	0	0	0	0	0	0
TN	660	Sûreté des 7 sites sensibles	54	0	79	30	0	163
TN	670	Sûreté des sites hors sensibles	38	93	400	320	0	851
TN	680,1	Traversée Garonne : passage sous Lucien Faure	0	0	0	0	0	0
TN	680,2	Traversée Garonne : de Bourbon à la Rive Droite	0	267	260	0	0	527
TN	680,3	Traversée Garonne : zone Bastide Niel	0	206	133	1 204	409	1 952
TN	680,4	Traversée Garonne : zone Brazza	0	0	450	300	0	750
RP	680,5	Traversée Garonne : abandon canalisations Pont de Pierre	0	0	0	0	0	0
RP	700	Programme de lutte contre les eaux rouges	160	105	275	100	300	940
RP	800	Remplacement de compteurs sans télélevé	641	1 214	1 162	1 095	1 077	5 189
RP	800,4	Remplacement de compteurs : complément télélevé	0	0	0	0	0	0
TN	810	Compteurs neufs de 1ère prise et SRU habitat neuf	197	213	174	155	180	919
TN	820	Équipements eau	226	162	150	150	150	838
TN	840	Compteurs neufs SRU habitat existant	0	0	0	0	0	0
TN	1001	Gamarde CAG	0	0	0	0	0	0
TN	1002	Modulation de pression cote 50	0	0	0	0	0	0
TN	1003	Installation bornes monétiques	11	24	25	25	25	110
TN	1004	Bouliac : interconnexion : travaux	0	0	0	0	0	0
TN	1005	Bouliac : participation travaux Latresne	0	0	0	0	0	0
TN	1006	Création interconnexions diverses	8	81	9	0	0	98
TN	1007	Création liaison Blayot	0	0	0	0	0	0
TN	1008	Extension champ captant Cap de Bos	79	36	150	164	0	429
TN	1009,1	Traversée Simone Veil : raccord Rive Gauche	0	0	40	6	0	46
TN	1009,2	Traversée Simone Veil : traversée	0	0	0	14	0	14
TN	1009,3	Traversée Simone Veil : pompage et raccord RD	0	0	0	0	0	0
TN	1009,4	Traversée Simone Veil : renfort et débouché RD	5	0	0	0	0	5
TN	1010	Densification capteurs qualité	32	2	10	50	0	94
RP	1011	Renouvellement des canalisations en amiante	0	0	0	0	300	300
RP	1012	Déplacements de canalisations : BHNS	0	0	80	0	0	80
RP	1013	Renouvellement canalisations capacité hydraulique	25	779	1 364	400	874	3 442
TN	1014	Pilote évaluation rendement par échantillonnage télélevé	0	0	0	0	0	0
RP	1015	Renouvellement exceptionnel concours Agence	1 623	854	0	0	0	2 477
RP	1016	Déplacement de canalisations sous parcelles	158	164	62	150	150	684
TN	1017	Exploration de ressources complémentaires	17	0	0	0	400	417
RP	1018	Renouvellement des canalisations en PVC	0	125	0	0	0	125
TN	850-5	Télélevé variante sup 20 modèle concessif base	31	15	19	14	15	94
RF	850bis	Renouvellement télélevé	31	124	100	100	100	455
TN	1019	Participation au choix des matériaux EPA					500	500
<b>Total en K€ HT courants bruts de subventions</b>			<b>15 019</b>	<b>16 063</b>	<b>17 612</b>	<b>14 869</b>	<b>20 040</b>	<b>83 603</b>

Les parties conviennent que le montant d'investissement apporté par l'avenant 11, bien qu'initialement affecté à l'exercice 2022, pourra être mobilisé dès 2021.  
De même, les montants indiqués dans les différentes FAD du programme ci-dessus sont estimatifs : d'une part, ils pourront évoluer au grès des chantiers au sein d'une même FAD et d'autre part, le Concessionnaire et le Concédé pourront s'autoriser à faire croître certaines FAD au dépend d'autres lignes, au cours des échanges réguliers d'animation et de suivi du PPPL.  
Enfin, les chantiers prévus à l'établissement de l'avenant 11 sont soumis pour certains à des études de faisabilité ou l'obtention d'autorisations administratives ; ils n'engagent donc pas le Concessionnaire dans leur réalisation.

Source : avenant n°11